

Juristat

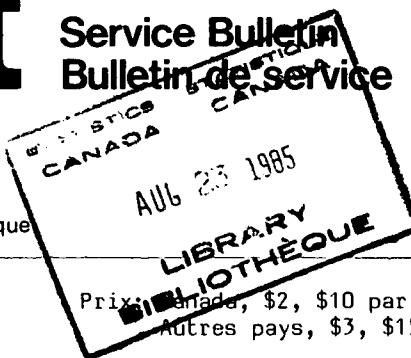
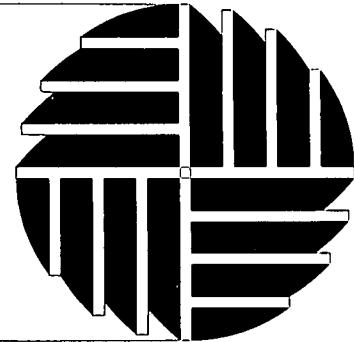


Statistics
Canada

Canadian Centre
for Justice Statistics

Statistique
Canada

Centre canadien
de la statistique juridique



Price; Canada \$2, \$10 a year
Other Countries, \$3, \$15 a year

Vol.5, No. 2

MANPOWER, RESOURCES AND COSTS OF COURTS AND CRIMINAL PROSECUTIONS IN CANADA 1983-84

This service bulletin presents the results of surveys conducted by the Canadian Centre for Justice Statistics in 1984 and 1985 to collect information on the costs and manpower expended on the administration of courts and criminal prosecutions in Canada in the 1983-84 fiscal year. In this survey, the provinces, territories, and federal government were asked to provide cost and resource data on the operations of courts and criminal prosecutions within their jurisdiction.

Here are a few highlights. In the 1983-84 fiscal year, \$423,796,251 and 9,606 person years were reported for court operations in Canada*. It was reported that \$91,361,000 and 1,804 person years were expended on criminal prosecutions in Canada* during the same fiscal year.

COURT OPERATIONS

Expenditures on court operations are divided among the various levels of government. The federal government bears the costs of the Supreme Court, the Federal Court and the Tax Court of Canada. It also appoints and pays the salaries of provincial and territorial Superior Court judges. The provinces are responsible for all other expenses.

MAIN D'OEUVRE, RESSOURCES ET LES COÛTS RELATIFS AUX TRIBUNAUX ET AUX POURSUITES CRIMINELLES AU CANADA 1983-84

Le présent bulletin de service a pour but de faire connaître quelques résultats des enquêtes effectuées en 1984 et 1985 par le Centre canadien de la statistique juridique. Ces enquêtes recueillaient des renseignements sur les coûts et les dépenses en main-d'œuvre entraînées par l'administration des tribunaux et des poursuites criminelles au Canada, au cours de l'année financière 1983-84. Dans le cadre de ces enquêtes, les provinces, les territoires et l'administration fédérale devaient fournir des données sur les ressources et les coûts relatifs aux tribunaux et aux poursuites pénales qui relevaient de leur compétence.

Voici quelques faits saillants: pendant l'année financière de 1983-84, \$423,796,251 et 9,606 années-personnes ont été consacrés à l'activité des tribunaux au Canada*. Durant la même année financière, \$91,361,000 et 1,804 années-personnes ont été consacrés aux poursuites criminelles au Canada*.

ACTIVITÉS DES TRIBUNAUX

Les dépenses liées aux activités des tribunaux sont réparties entre les différents paliers de gouvernement. L'Administration fédérale acquitte les dépenses de la Cour suprême, de la Cour fédérale et de la Cour d'impôt du Canada. En outre, elle nomme et rénumère les juges des Cours supérieures de chaque province et territoire. Les provinces et les territoires acquittent toutes les autres dépenses.

* excluding the province of Alberta, which did not participate in the survey.

June 1985

4-2400-530

* excluant l'Alberta qui ne participait pas à cette enquête.

Juin 1985

4-2400-530

A breakdown of reported court operation expenditures by level of government in 1983-84, reveals that the provincial and territorial governments (excluding Alberta) contributed \$344,529,076 or 81.3% of the total. The federal government provided the remaining \$79,267,176 or 18.7%.

The court operation expenditures varied by jurisdiction. For example, the lowest costs were recorded in the Yukon (\$1.6 million) and Prince Edward Island (\$2.4 million); Ontario had the highest (\$154.8 million) and Québec the second highest (\$114.2 million). There were also corresponding differences in person-year expenditures ranging from a low of 24.57 in the Yukon, to a high of 3,542 in Ontario. Note that the federally appointed judges have been included in the respective provincial and territorial totals. (see Table 1)

Voici la répartition des dépenses liées aux activités des tribunaux par palier de gouvernement, pour l'année 1983-84; les gouvernements provinciaux et territoriaux (Alberta non inclus) ont déboursé \$344,529,076, ce qui représente 81.3% des dépenses totales et le gouvernement fédéral a fourni la différence, soit \$79,267,176 ce qui représente 18.7% des dépenses.

Les dépenses liées aux activités des tribunaux varient selon les juridictions. Par exemple, les dépenses les moins élevées ont été faites au Yukon (1.6 million de dollars) et à l'Île-du-Prince-Édouard (2.4 millions de dollars). L'Ontario prend le premier rang (154.8 millions de dollars) et Québec le deuxième (114.2 millions de dollars). On peut aussi observer des écarts entre les juridictions au niveau des années-personnes, le Yukon a connu le niveau le plus bas, soit 24.57 années-personnes alors que l'Ontario affichait le plus haut c'est-à-dire 3,542 années-personnes. À noter que les juges nommés par le gouvernement fédéral ont été inclus dans les totaux respectifs de chacune des provinces et des territoires. (voir tableau I).

Table I

Court Operations 1983-84

Tableau I

Activités des tribunaux 1983-84

	Expenditures Dépenses	Person Years Années- personnes
Newfoundland - Terre-Neuve	\$ 8,108,483	210.4
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	2,354,857	40.2
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse (1)	11,770,466	274.2
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	10,817,133	216.4
Québec	114,152,785	2415.3
Ontario	154,817,837	3542.0
Manitoba	17,644,336	489.0
Saskatchewan	13,975,306	311.6
British Columbia - Colombie Britannique	61,652,046	1686.8
Yukon	1,621,517	24.6
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	3,743,608	38.2
Supreme Court of Canada - Cour suprême du Canada	5,700,000	113.7
Federal Court of Canada - Cour fédérale du Canada	10,314,159	164.0
Tax Court of Canada - Cour canadienne de l'impôt	2,819,029	49.0
Commissioner for Federal Judicial Affairs -	4,304,689	31.0
Commission à la magistrature fédérale		
Canada (2)	423,796,251	9606.5

(1) Data from the Family Court in Nova Scotia is not included.

(1) Les données du Tribunal de la famille de la Nouvelle-Écosse ne figurent pas.

(2) Alberta is not included in these figures.

(2) L'Alberta ne figure pas dans ces chiffres.

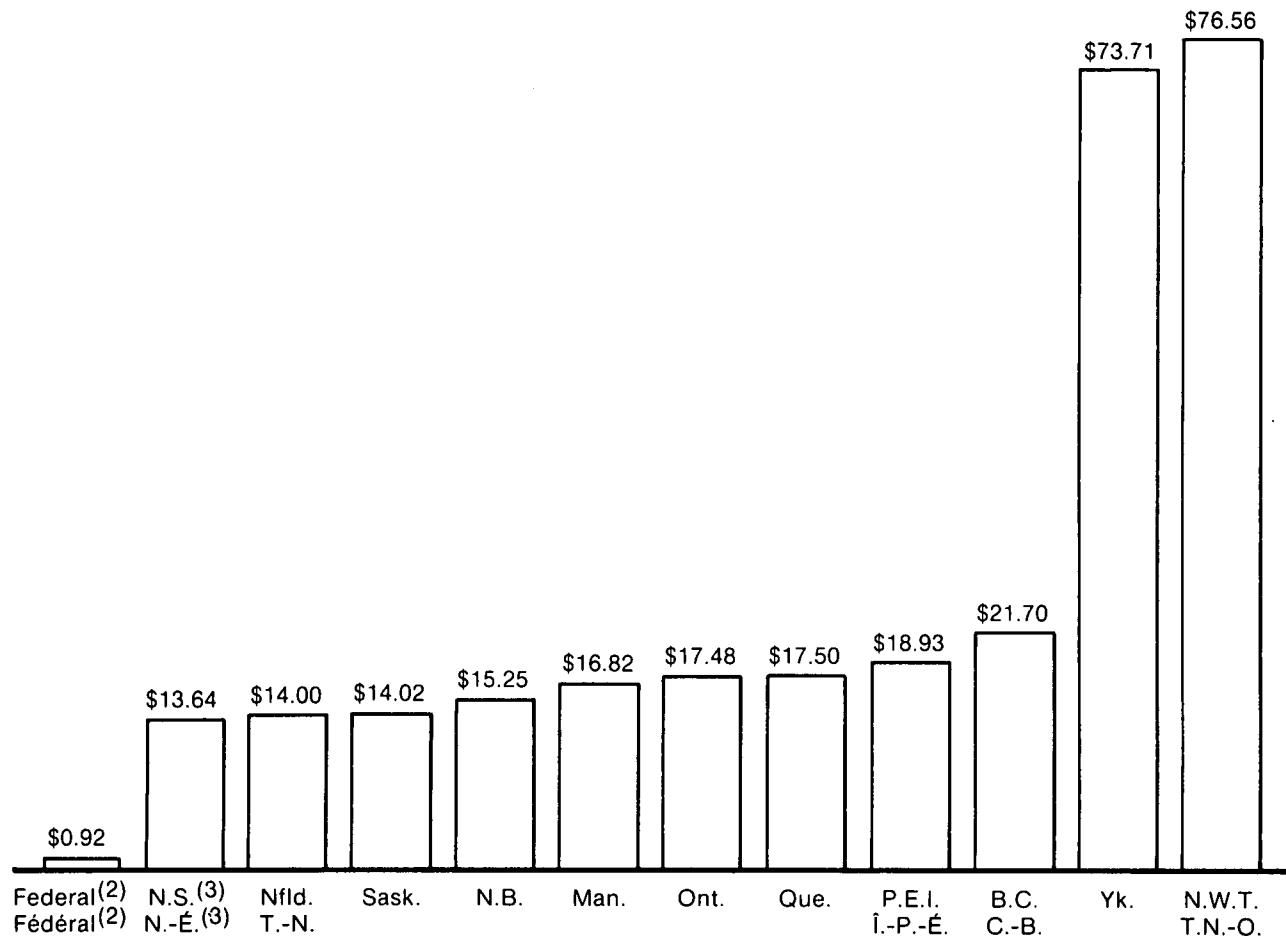
The National per capita cost in 1983-84 was \$18.74. Again, the figures varied by jurisdiction, ranging from \$13.64 in Nova Scotia*, to \$76.56 in the Northwest Territories (see Figure 1).

Au niveau national, les dépenses par habitant pour 1983-84 s'élèvent à \$18.74. Parmi les juridictions, ces dépenses varient de \$13.64 en Nouvelle-Écosse* à \$76.56 dans les Territoires du Nord-Ouest (voir Figure 1).

Figure 1

Per Capita Expenditures⁽¹⁾ on Court Operations by Jurisdiction, 1983-84

**Dépenses relatives à l'activité des tribunaux, par habitant⁽¹⁾,
selon le niveau de juridiction, 1983-84**



(1) The per capita cost figures have been calculated using data from Statistics Canada's "Quarterly Estimates of Population for Canada, the Provinces and the Territories", catalogue 91-001 quarterly, Volume 12, number 4.

(1) Les chiffres sur les coûts par habitant ont été calculés au moyen des données d'"Estimations trimestrielles de la population du Canada, des provinces et des territoires", de Statistique Canada, catalogue 91-001 trimestriel, vol. 12, n° 4.

(2) The Federal figure includes the Supreme, Federal, and Tax Courts of Canada, as well as the operating costs of the Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs. Note that the costs for the S.96 Judges have been included in the provincial and territorial calculations.

(2) Le montant fédéral comprend la cour suprême du Canada, la cour fédérale du Canada, la cour canadienne de l'impôt et les coûts d'opérations du bureau du commissaire à la magistrature fédérale. Les coûts pour les juges S.96 sont inclus dans les calculs des provinces et des territoires.

*(3) Costs from the Family Court in Nova Scotia are not included in these calculations.

*(3) Les coûts du Tribunal de la famille de Nouvelle-Écosse ne sont pas inclus dans ce calcul.

Criminal Prosecutions

In Canada, Provincial Attorney's General are responsible for prosecuting Criminal Code, provincial statute, and municipal by-law infractions. The Attorney General of Canada (i.e. the Federal government) is responsible for prosecutions under all federal statutes, except the Criminal Code. However, in the territories the Attorney General of Canada is responsible for all prosecutions.

A breakdown of criminal prosecution expenditures by level of government in 1983-84 shows that \$67,462,792 or 73.8% were paid by the provinces (excluding Alberta), \$22,796,252 or 25.0% by the federal government, and \$1,101,956 or 1.2% in the territories.

The reported criminal prosecution expenditures varied by jurisdiction. For example, the lowest costs were recorded in P.E.I. (\$224,950) and the Yukon (\$308,956), whereas Ontario had the highest (\$26.4 million) and British Columbia the second highest (\$15.0 million). The person-year expenditures ranged from a low of 4.28 in P.E.I. to a high of 505 in Ontario (see Table II).

Poursuites Criminelles

Au Canada, les procureurs généraux des provinces sont chargés des poursuites engagées en vertu du Code criminel, d'une loi provinciale ou d'un règlement municipal. Au niveau fédéral, il revient au procureur général du Canada d'engager les poursuites instituées sous le régime des lois fédérales autre que le Code criminel. Dans les territoires, le procureur général du Canada engage toutes les poursuites criminelles.

Voici la répartition des dépenses liées aux poursuites criminelles par palier de gouvernement pour l'année-financière 1983-84; \$67,462,792 ou 73.8% des dépenses ont été déboursées par les provinces (Alberta non inclus), \$22,796,252 ou 25.0% ont été déboursés par le gouvernement fédéral et \$1,101,956 ou 1.2% par les territoires.

Les dépenses liées aux poursuites criminelles varient selon les juridictions. Par exemple, les dépenses les moins élevées ont été faites à l'Île-du-Prince-Édouard (\$224,950) et au Yukon (\$308,956). L'Ontario prend le premier rang (26.4 millions de dollars) et la Colombie-Britannique, le deuxième (15.0 millions de dollars). Au niveau des années-personnes, l'Île-du-Prince-Édouard a connu le niveau le plus bas (4.28) et l'Ontario affichait le plus haut c'est-à-dire 505 années-personnes (voir Tableau II).

Table II

Criminal Prosecutions 1983-84

Tableau II

Poursuites criminelles 1983-84

	Expenditures Dépenses	Person Years Années- personnes
Newfoundland - Terre-Neuve	\$ 1,501,213	38.2
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	224,950	4.3
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	3,125,065	69.2
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	1,953,000	50.2
Québec	11,398,827	340.0
Ontario	26,368,600	505.0
Manitoba	2,992,570	79.0
Saskatchewan	4,852,000	74.8
British Columbia - Colombie Britannique	15,046,567	278.0
Yukon	308,956	8.3
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	793,000	13.0
Federal Department of Justice - Ministère fédéral de la justice	22,796,252	296.2
Canada (1)	91,361,000	1,756.2

(1) Alberta is not included in these figures.
(1) L'Alberta ne figure pas dans ces chiffres.

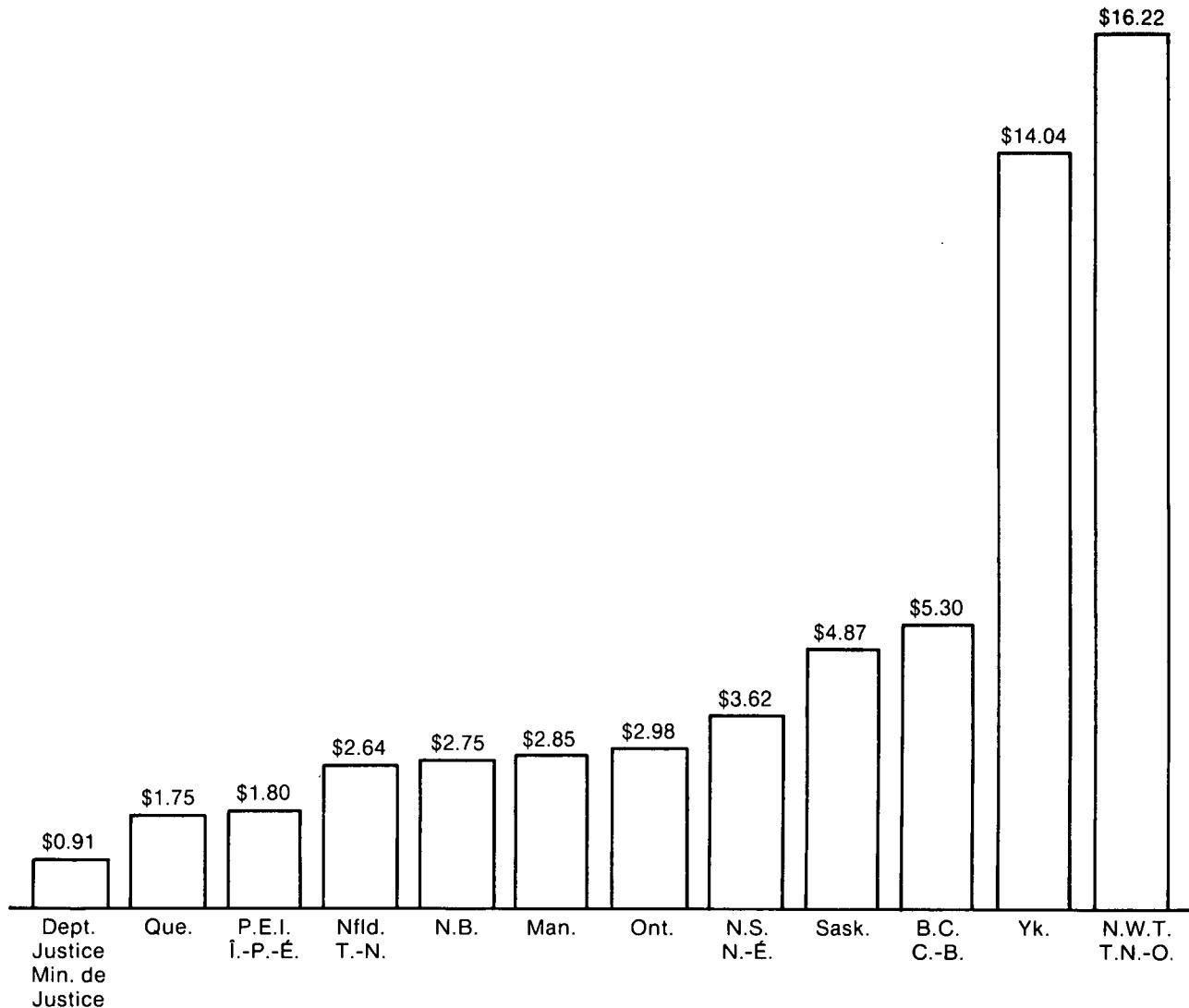
Nationally (federal prosecutions included), the per capita cost of criminal prosecutions in 1983-84 was \$4.04. The per capita expenditures on provincial and territorial prosecution systems ranged from \$1.75 in Québec to \$5.30 in British Columbia, \$14.04 in the Yukon, and \$16.22 in the Northwest Territories (see Figure II).

Au niveau national (poursuites fédérales incluses) les dépenses par habitant liées aux poursuites criminelles pour l'année financière 1983-84 s'élèvent à \$4.04. Les dépenses par habitant relatives aux systèmes des poursuites provinciales et territoriales, varient de \$1.75 au Québec à \$5.30 en Colombie-Britannique, \$14.04 au Yukon et \$16.22 dans les Territoires du Nord-Ouest (voir Figure II).

Figure 2

Per Capita⁽¹⁾ Expenditures on Criminal Prosecutions by Jurisdiction, 1983-84

Dépenses relatives aux poursuites criminelles, par habitant⁽¹⁾, selon le niveau de juridiction, 1983-84



(1) The per capita cost figures have been calculated using data from Statistics Canada's "Quarterly Estimates of Population for Canada, the Provinces and the Territories", catalogue 91-001 quarterly, Volume 12, number 4.

(1) Les chiffres sur les coûts par habitant ont été calculés au moyen des données d'"Estimations trimestrielles de la population du Canada, des provinces et des territoires" de Statistique Canada, catalogue 91-001 trimestriel, vol. 12, n° 4.

For further information, contact the Courts Program, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada, 19th Floor, R.H. Coats Bldg., Tunney's Pasture, Ottawa, (Ontario) K1A 0T6. Telephone (613) 990-8940.

Pour de plus amples renseignements communiquez avec le Programme des tribunaux, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, 19e étage, Immeuble R.H. Coats, Parc Tunney, Ottawa, (Ontario) K1A 0T6. Numéro de téléphone (613) 990-8940.

SELECTED PUBLICATIONS

Obtainable from Publication Sales and Services, Statistics Canada, Ottawa.

Catalogue

Criminal and Correctional Statistics

- 85-002 Juristat Service Bulletin, Bil.
- 85-202 Juvenile Delinquents - 1983; Bil.
- 85-205 Canadian Crime Statistics, A., Bil.
- 85-209 Homicide in Canada - 1982: A Statistical Perspective, A., Bil.
- 85-211 Adult Correctional Services in Canada, A., Bil.
- 85-212E Manpower, Resources and Costs of Courts and Criminal Prosecutions in Canada 1980-82, Bien., E.
- 85-203 Murder Statistics, 1961-1970, O., Bil.
- 85-505E Homicide in Canada, A Statistical Synopsis, O., E.
- 85-508 Family Courts in Canada, O., Bil.
- 85-509 Civil Courts in Canada, O., Bil.

A. - Annual O. - Occasional Bien. - Biennal
E. - English Bil. - Bilingual

In addition to the selected publications listed above, Statistics Canada publishes a wide range of statistical reports on Canadian economic and social affairs. A comprehensive catalogue of all current publications is available free on request from Statistics Canada, Ottawa (Canada), K1A 0T6.

CHOIX DES PUBLICATIONS

Disponible, à Ventes et services de publications, Statistique Canada, Ottawa.

Catalogue

Statistique criminelle et correctionnelle

- 85-002 Juristat Bulletin de services, Bil.
- 85-202 Jeunes délinquants - 1983; Bil.
- 85-205 Statistique de la criminalité du Canada, A., Bil.
- 85-209 L'homicide au Canada - 1982: Perspective statistique, A., Bil.
- 85-211 Services correctionnels pour adultes au Canada, A., Bil.
- 85-212F Main-d'oeuvre, ressources et les coûts relatifs aux tribunaux et aux poursuites pénales au Canada 1980-82, Bis., F.
- 85-503 Le statistique de l'homicide, 1961-1970, HS., Bil.
- 85-505F L'homicide au Canada, un tableau synoptique, HS., F.
- 85-508 Tribunaux de la famille au Canada, HS., Bil.
- 85-509 Tribunaux civils au Canada, O., Bil.

A. - Annuel HS. - Hors série Bis. - Bisannuel
F. - Français Bil. - Bilingue

Outre les publications ci-dessus énumérées, Statistique Canada publie une grande variété de rapports statistiques sur le Canada tant dans le domaine économique que social. On peut se procurer gratuitement un catalogue complet des publications courantes à Statistique Canada, Ottawa (Canada), K1A 0T6.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA



1010481654